

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
7 rue Léo Lagrange
63000 Clermont-ferrand

Clermont-ferrand, le 05/02/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/01/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AUBERT & DUVAL ALLIAGES

Aciérie des Ancizes
BP 1
63770 Les Ancizes-Comps

Références : 20240205-RAP-63-0128-InspAubertDuvalAncizesPPCvS
Code AIOT : 0005600289

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/01/2024 dans l'établissement AUBERT & DUVAL ALLIAGES implanté Aciérie des Ancizes BP 1 63770 Les Ancizes-Comps. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AUBERT & DUVAL ALLIAGES
- Aciérie des Ancizes BP 1 63770 Les Ancizes-Comps
- Code AIOT : 0005600289
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Depuis plus de cent ans l'usine AUBERT & DUVAL des Ancizes élabore et transforme des aciers alliés, des alliages et des super alliages à hautes caractéristiques, destinés en particulier aux industries de pointes mettant en oeuvre des technologies avancées. Les principales activités potentiellement polluantes du site sont :

- le stockage de matières premières et déchets,
- l'élaboration d'aciers et de super-alliages,
- le traitement à chaud par forgeage, par laminage, par trempe (avec utilisation d'huiles),

- les opérations de décapage, usinage, finition et maintenance.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface
- Sites et sols pollués
- Détection et moyens de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Plan de gestion de la zone impactée par le rejet SR2	Autre du 01/04/2017, article méthodologie SSP - 4.1.3	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Traitement des eaux - modélisation acceptabilité des rejets	Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article 3.2	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
4	Traitement des eaux - diminution des contributions à la source	Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article 3.2	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
5	Evolution de la surveillance environnementale	Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article 10.2.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
6	Suites IEM/ERS	Lettre du 18/10/2023, article –	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
7	Lanterneaux Aciérie	Lettre du 18/10/2023, article –	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
10	Matériel de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, article 8.71	Demande d'action corrective	6 mois
13	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-A	Demande d'action corrective	12 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Plan de gestion des zones sources de pollution des sols/eaux (PZ1)	Autre du 01/04/2017, article méthodologie SSP - 4.1.3
8	Assurance qualité des dispositifs de mesure en continu	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58.II
9	Foudre	Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, article 8.3.5
11	surveillance et réseau de détecteurs	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 55
12	Travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis en place les actions demandées lors de précédentes inspections: dispositif de mesure en continu conformes aux normes, mise en conformité des dispositifs de protection contre la foudre, adaptation de la surveillance environnementale.

Cependant, beaucoup de thèmes nécessitent encore des études et ne permettent toujours pas de mettre en place des actions curatives notamment sur les thèmes pollution des sols et eaux souterraines, gestion des émissions diffuses de l'aciérie, traitement des eaux (industrielles et pluviales). L'exploitant s'est engagé à transmettre en 2024 un certain nombre d'études qui permettront de définir un plan d'action global site et une priorisation des actions d'envergure.

Enfin, le contrôle des installations électriques, de la disponibilité des poteaux incendie et des systèmes de détection montrent la nécessité d'actions correctives.

L'inspection s'est rendue dans les parties laminoir et dépoussiéreur DP2 lors de l'inspection. Il est rappelé à l'exploitant que les installations de laminoir démantelées doivent faire l'objet d'une procédure de cessation partielle d'activité conformément à la réglementation (attestations par organisme agréé).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan de gestion des zones sources de pollution des sols/eaux (PZ1)

Référence réglementaire : Autre du 01/04/2017, article méthodologie SSP - 4.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, sites et sols pollués
Prescription contrôlée : La priorité consiste d'abord à déterminer les modalités de suppression des pollutions concentrées, plutôt que d'engager des études pour justifier leur maintien en l'état, en s'appuyant sur la qualité déjà dégradée des milieux ou sur l'absence d'usage de la nappe. L'exploitant a démontré la présence de sources de pollution: - source en COHV et Ni dans les eaux souterraines, - anciennes fosses 1 et 2.
Constats : Le plan de conception de travaux a été transmis à l'inspection le 26 janvier 2024. Ce plan propose de traiter en premier la fosse n°2 qui est la plus impactée (excavation ou traitement sur site de la pollution COHV), puis la fosse n°3 (traitement in situ des COHV) puis la fosse n°1 (excavation).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Les pollutions étant contenues sur site, le planning des travaux de traitement des zones sources pourra être discuté avec l'inspection. En effet, une autre zone polluée (SR2) semble plus prioritaire ainsi que des actions sur l'activité actuelle du site (gestion des eaux industrielles et pluviales, émissions atmosphériques). Une réunion d'échange et de priorisation des actions entre l'inspection et l'exploitant sera organisée en avril 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Plan de gestion de la zone impactée par le rejet SR2

Référence réglementaire : Autre du 01/04/2017, article méthodologie SSP - 4.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, sites et sols pollués
Prescription contrôlée : Le plan de gestion est un document d'orientation qui vise à étudier différents scénarios de gestion d'une pollution. Ce document fait la synthèse des études visant à identifier et

caractériser la pollution d'un site et de son environnement (études historiques et documentaires, diagnostics, IEM,...) et vise à définir la stratégie de gestion à appliquer en vue de la réalisation des travaux dans une phase ultérieure.
Constats : Le plan de gestion est en cours de réalisation (compléments demandés par l'exploitant au prestataire sur l'aspect gestion de la zone humide). Le plan de gestion devra être transmis sous 2 mois afin de permettre une appropriation par l'inspection et afin de déterminer un plan d'action et un calendrier avec l'exploitant (voir constat précédent).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant: plan de gestion SR2
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Traitement des eaux - modélisation acceptabilité des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article 3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement des eaux industrielles
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise une étude hydraulique des eaux industrielles de son site. Cette étude quantifie les quantités d'eaux utilisées dans les différents ateliers, caractérise les rejets de ces ateliers et identifie des actions pérennes permettant de diminuer les consommations d'eau du site, de traiter les pollutions au plus près des sources d'émission et de rechercher une diminution maximale en particulier sur les paramètres Chrome, Nickel, Cuivre, Zinc, DBO5, DCO, Nitrites et Phosphore. Cette étude sera transmise à l'inspection au plus tard le 31 décembre 2021.
Constats : Parallèlement à cette étude sur le dimensionnement hydraulique et afin de justifier de l'acceptabilité du rejet dans le milieu, l'exploitant a demandé l'utilisation des normes de qualités environnementales (NQE) en métaux biodisponibles plutôt qu'une comparaison en métaux totaux. En effet, les métaux biodisponibles correspondent à la partie "toxique" pour le milieu de rejet considéré et sont plus représentatifs de l'impact réel de ce dernier. Les métaux totaux incluent des métaux solubles et non solubles, leur comparaison aux NQE milieu est donc plus sécuritaire mais également plus contraignante pour l'acceptabilité du rejet. L'utilisation de ces métaux biodisponibles est bien compatible avec le guide d'évaluation des états des eaux de surface et le guide ONEMA/INERIS. L'utilisation du modèle BLM est reconnu et permet à partir de données d'entrée sur les métaux dissous, le pH, le carbone organique dissous (DOC) et le calcium de déterminer les concentrations en métaux biodisponibles. Une étude complémentaire sur les rejets en métaux biodisponibles attendus suite à la mise en place de la station de traitement a été transmise le 26/01/2024. Ce document montre une difficulté pour statuer sur la conformité des rejets lorsque les valeurs d'acceptation du milieu sont inférieures aux limites de quantification du laboratoire. Concernant le bassin de stockage des eaux pluviales, une étude doit permettre de dimensionner plus précisément le volume nécessaire mais également les solutions de stockage en amont des lagunes qui pourraient lisser les volumes d'eaux pluviales interceptées par le site (et nécessitant un traitement dans la station d'épuration). La mise en place d'une station de traitement physico- chimique est retenue avec un traitement par coagulation puis insolubilisation. Un étage supplémentaire de traitement par charbon actif

n'est pour l'instant pas retenu.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Concernant la prise en compte de la biodisponibilité des métaux, l'exploitant devra compléter son rapport par une proposition de surveillance et de valeurs réglementaires pouvant être retenues en tenant compte de ces paramètres.</p> <p>L'inspection statuera sur ce sujet afin de permettre de définir le domaine de traitement garanti de la future station d'épuration et les objectifs de traitement finaux.</p> <p>L'étude hydrologique doit être menée sous 6 mois et transmise à l'inspection.</p> <p>L'exploitant proposera alors un planning de travaux afin de mettre en place les installations de traitement précédemment étudiées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant: proposition d'évolution de la surveillance imposée dans l'arrêté préfectoral, étude hydrologique concernant le stockage des eaux pluviales (et incendie), proposition de planning de mise en œuvre des travaux
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Traitement des eaux - diminution des contributions à la source

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article 3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement des eaux industrielles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant réalise une étude hydraulique des eaux industrielles de son site. Cette étude quantifie les quantités d'eaux utilisées dans les différents ateliers, caractérise les rejets de ces ateliers et identifie des actions pérennes permettant de diminuer les consommations d'eau du site, de traiter les pollutions au plus près des sources d'émission et de rechercher une diminution maximale en particulier sur les paramètres Chrome, Nickel, Cuivre, Zinc, DBO5, DCO, Nitrites et Phosphore. Cette étude sera transmise à l'inspection au plus tard le 31 décembre 2021.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les travaux identifiés de traitement à la source (contributrice en nickel) sont réalisés en partie:</p> <ul style="list-style-type: none"> • attaque macrographique (D61): les travaux ont été réalisés en décembre 23. Les eaux de rinçage ne sont plus rejetées dans les eaux industrielles (gestion en filière de traitement externe), • quai laitier: travaux prévus pour l'été 2024 avec zone de décantation et pompage avec fréquence à définir ultérieurement. La mise en place d'un système de drainage de la nappe semble nécessaire.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection les plans du bassin de décantation du quai laitiers, expliquera son fonctionnement et les dispositifs mis en place pour la gestion des eaux souterraines.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant: plan et description du fonctionnement du bassin de décantation du quai laitiers
Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Evolution de la surveillance environnementale

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article 10.2.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance environnementale

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Ce plan vise à assurer la maîtrise et la réduction des émissions atmosphériques de l'usine des Ancizes, surveiller ses impacts sur l'environnement et améliorer la connaissance des effets liés à ses rejets.</p> <p>Il comprend [...]</p> <ul style="list-style-type: none"> ° un programme de surveillance des effets de l'établissement hors site, établi notamment compte tenu des voies de transfert, du modèle de fonctionnement, de la nature des polluants émis et des usages sur les zones potentiellement impactées par les rejets atmosphériques de l'usine. Il comportera nécessairement des mesures dans l'air ambiant sur ces secteurs, dont les résultats feront l'objet d'une interprétation ; ° une démarche formalisée d'amélioration continue de la connaissance des impacts sanitaires de l'usine hors site, intégrant : <ul style="list-style-type: none"> -la vérification de la cohérence des données météo prises en compte dans l'évaluation quantitatives des risques sanitaires avec celles obtenues par ATMO Auvergne Rhône Alpes sur la station des Ancizes implantée en 2006 ; -la réalisation de mesures faites au titre de la surveillance des effets du site sur l'environnement (interprétation sanitaire de l'état des milieux ou caractérisation du « risque vécu »).
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a proposé une mise à jour de sa surveillance environnementale prenant en compte les demandes de l'inspection et de l'ARS suites à l'instruction de l'ERS/IEM (étude de risque sanitaire/interprétation de l'état des milieux version du 24 mars 2023).</p> <p>En complément de la surveillance ATMO, deux points récepteurs exposés DP2 (au lieu de BR1 initialement identifié mais dans le même secteur) et cité des Teaux vont faire l'objet d'une surveillance de l'air ambiant et des retombées atmosphériques.</p> <p>Une première campagne avait été réalisée en novembre 2023 mais l'exploitant a rencontré des problèmes suite à la coupure d'un câble.</p> <p>La campagne a été allongée en décembre pour avoir 15 j avec les deux points de mesure en simultané (Cité des Teaux et DP2). Les résultats seront à transmettre à l'inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra transmettre les résultats de la campagne 2023 sous 4 mois.</p> <p>Pour la nouvelle campagne, les mesures de retombées seront réalisées sur 4 campagnes de 30 à 45 jours ce qui couvrira environ 30% du temps de fonctionnement de l'installation et permettra de diminuer les incertitudes.</p> <p>Les mesures sur l'air ambiant étant coûteuses, il est accepté que l'exploitant fasse des mesures uniquement sur deux campagnes. Il devra s'assurer que les dates de mesures correspondront à des périodes de forte activité du site. De plus, les mesures sur le CrVI seront réalisées en 2024 (à l'émission et en surveillance environnementale).</p> <p>La surveillance pourra évoluer en 2025 en fonction des résultats obtenus.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant: résultats campagne 2023</p>
<p>Proposition de délais : 4 mois</p>

N° 6 : Suites IEM/ERS

<p>Référence réglementaire : Lettre du 18/10/2023</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, risques sanitaires</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

<p>Je vous demande de me faire parvenir sous trois mois une réponse aux éléments soulevés dans le rapport joint (instruction ERS/IEM), dans les parties analyse de l'inspection et conclusion, qui reprend aussi les demandes de l'ARS. Vous présenterez également les actions prévues et le planning de réalisation en respectant les priorités affichées dans le rapport.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a réalisé les prélèvements de sols pour affiner les données de l'ERS/IEM (notamment sur les analyses de bioaccessibilité des métaux).</p> <p>La station météo a été livrée mais elle n'est pas encore mise en place.</p> <p>L'exploitant va équiper ses installations DP1 et DP2 de dispositifs de mesures en continu du débit afin d'affiner les modélisations de l'ERS/IEM.</p> <p>Une étude sur les opérations d'oxycoupage est en cours:</p> <p>soit ces opérations seront externalisés (mais le transport des pièces est très compliqué), soit un traitement à la source est envisagé par la mise en place de systèmes permettant de ne plus générer de grosses pièces (fosses de coulées d'urgence adaptées).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra mettre en place rapidement la station météo.</p> <p>Les actions définies pour l'oxycoupage devront être précisées sous 6 mois.</p> <p>Les autres éléments (bioaccessibilité des métaux, mesures en continu des débits sur DP1 et DP2) seront à intégrer à l'actualisation de l'ERS/IEM.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant: définition de la gestion des opérations d'oxycoupage. Demande d'action corrective: mise en place de la station météo, mise en place de la surveillance en continu des débits d'émission sur DP1 et DP2, mesure de la biodisponibilité des métaux dans les sols: intégration dans l'ERS/IEM.</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 7 : Lanterneaux aciérie

<p>Référence réglementaire : Lettre du 18/10/2023</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, risques sanitaires</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Enfin, par un courrier du 13 juillet 2023, vous m'avez indiqué que le lanterneau de l'aciérie s'était fortement dégradé et que son remplacement ne pourrait pas intervenir avant l'été 2024. Ce dernier étant un fort contributeur concernant le risque sanitaire pour les populations voisines, je vous invite à rechercher des solutions permettant d'accélérer sa remise en état. Dans cet intervalle, je vous demande de mettre en place des dispositions transitoires afin de limiter l'impact de cette situation dégradée sur les émissions atmosphériques du site. Je vous remercie de m'informer sous un mois des mesures que vous aurez ainsi prises.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a défini une procédure pour les travaux de dépose puis remontage du nouveau lanterneau. Les travaux commenceront fin avril 2024 (désamiantage). La mise en place du nouvel aérateur est prévue pour août 2024.</p> <p>L'étude aérodynamique est en cours. Les mesures ont été réalisées afin de modéliser la diffusion des fumées dans l'aciérie. Le nouveau lanterneau, ainsi que la gestion des arrivées d'air, devra permettre une meilleure captation des émissions et dispersion des diffus. De plus, cette étude établira une cartographie des vitesses dans le lanterneau afin de positionner correctement les dispositifs de mesure.</p>

Depuis décembre 2023, l'exploitant rencontre des difficultés de mesurage sur les diffus avec un capteur donnant par défaut une valeur toujours supérieure à 2 mg/m ³ . Les données sur les diffus ne sont pour l'instant pas exploitables.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra transmettre à l'inspection l'étude aéraulique sous 3 mois. Il précisera la conception retenue pour son nouvel aérateur ainsi que les vitesses d'émission attendues.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant: étude aéraulique avec cartographie des vitesses dans le lanterneau.
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Assurance qualité des dispositifs de mesure en continu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58.II
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au Journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence.
Constats : Les méthodes de références indiquées dans l'arrêté ministériel sont actuellement listées dans l'avis du 22 février 2022. Ce dernier indique pour les émissaires ayant une surveillance en continu les normes NF EN 15267 (1 à 4), NF EN 14181 et le guide FD X43-130. Ces normes imposent les certifications QAL1, QAL2, QAL3 et AST. L'exploitant a mis en place deux nouveaux opacimètres (DP1 et DP2) qui ont un certificat de conformité QAL1 conforme à l'utilisation et aux valeurs limites de rejet imposées. Ils sont installés sur les cheminées de rejet, à proximité du point de contrôle réglementaire. L'étendue de mesure certifiée, l'étendue de mesure supplémentaire et l'incertitude sont correctes. L'exploitant a fait réaliser le contrôle QAL2 par GINGER LECES (accrédité NF EN 14181 et FD X 43-132) en septembre 2023. Le QAL3 est réalisé par SIC lors de la maintenance des appareils, tous les semestres. Cette fréquence est celle préconisée dans le QAL1. La carte de contrôle utilisée est de type Shewhart. Le contrôle AST est bien prévu un an après le contrôle QAL2.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant délègue le suivi de ses appareils à SIC (maintenance et QAL3). L'exploitant doit tenir à disposition de l'inspection la procédure de contrôle utilisée: les matériaux de référence et les règles de décision lors d'un contrôle non satisfaisant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, article 8.3.5
Thème(s) : Risques accidentels, foudre
Prescription contrôlée : L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard 6 mois après leur installation. Une vérification annuelle visuelle et une vérification complète tous les 2 ans sont réalisées par un organisme compétent. Les installations sont vérifiées conformément à la norme NF EN 62305-3. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.
Constats : L'analyse de risque foudre et l'étude technique avaient identifié la nécessité de mettre des systèmes de protection contre les effets indirects sur les TGBT (parafoudres), centrales gaz et incendie. La visite initiale après mise en place des dispositifs a été réalisée le 25 mai 2023: le résultat est satisfaisant. Concernant le suivi des impacts foudre, l'exploitant a indiqué que les supervisions de maintenance avaient des alertes en cas d'agressions foudre.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Matériel de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, article 8.7.1
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : L'établissement doit être doté de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : <ul style="list-style-type: none">• un réseau d'eau public ou privé alimentant des bouches ou des poteaux d'incendie de 100 mm de diamètre dont un est implanté à 200 mètres au plus près de l'établissement, d'un modèle incongelable et comportant des raccords normalisés. Ce réseau ainsi que si nécessaire les réserves d'eau de l'établissement sont capables de fournir le débit nécessaire à l'alimentation simultanée des robinets d'incendie armés (RIA) et à l'alimentation, à raison de 60 m³/heure chacun, des poteaux ou bouches d'incendie DN 100 ;• des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;• un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;• des plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours. L'établissement dispose également des moyens suivants décrits dans l'étude des dangers : <ul style="list-style-type: none">• de plusieurs systèmes d'alarme incendie ;• de plusieurs systèmes d'extinction automatique d'incendie ;• de plusieurs systèmes de détection automatique d'incendie. Les installations sont aménagées de façon à éviter toute perte de temps ou tout incident susceptible de nuire à la rapidité de mise en œuvre des moyens des sapeurs-pompiers.

<p>Les matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.</p> <p>L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres et aux exercices de secours et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les extincteurs sont contrôlés par EuroFeu chaque année. Les extincteurs contrôlés par sondage sur site avaient une date de contrôle conforme (inférieure à 1 an).</p> <p>Les poteaux incendie ont été contrôlés en 2023 par Eurofeu: certains poteaux n'étaient pas disponibles pour cause de travaux à proximité. Le rapport a été transmis au SDIS qui accepte la situation de manière provisoire et insiste pour une augmentation des débits sur les différents poteaux de manière pérenne.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra mettre en place des actions pour augmenter le débit des poteaux incendie du site (minima 60 m3/h) sous 6 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective: augmentation du débit d'eau disponible dans les poteaux incendie et justification par un nouveau contrôle.</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 11 : Surveillance et réseau de détecteurs

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 55</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, détection</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Surveillance et réseau de détecteurs.</p> <p>A.-L'exploitant met en place un réseau de détecteurs tel que prévu dans son étude de dangers. Il met en place des détecteurs dans les zones identifiées comme pouvant être à l'origine d'incendie ou d'explosion définies dans l'étude de dangers et pouvant conduire à un ou des phénomènes dangereux identifiés conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que dans les locaux abritant des équipements concourant à la protection des installations (local de la pomperie incendie, local des alimentations de secours ...).</p> <p>Les détecteurs, leur positionnement et leur nombre sont adaptés aux risques identifiés.</p> <p>L'exploitant tient à disposition les justificatifs de conception et dimensionnement du réseau de détecteurs. Il tient à jour, la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité, détermine et met en œuvre les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. L'exploitant respecte les conditions de fonctionnement et d'entretien définies par le fabricant de ces détecteurs. Le déclenchement des détecteurs et les actions correctives ou préventives menées sont tracées.</p> <p>B.-Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, les réseaux de détecteurs associés disposent d'un report avec transmission de l'alarme en tout temps à l'exploitant, par report en salle de contrôle, au poste de garde ou via une télésurveillance.</p> <p>Dans le cas d'une installation sous télésurveillance, une intervention suite à un déclenchement</p>

<p>d'une alarme par l'un des détecteurs, est effective dans un délai maximum de trente minutes par une personne apte, formée et autorisée à la mise en œuvre des premiers moyens d'intervention.</p> <p>C.-Pour les installations, pour lesquelles le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1er septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité aux dispositions des points A et B du présent article sont réalisés avant le 1er janvier 2026.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les dispositifs de détection et d'extinction sont principalement sur les locaux électriques.</p> <p>En première analyse, l'exploitant a indiqué que le site ne comportait pas de risque incendie avec effets irréversibles sortant des limites du site. De même, l'étude de danger ne comporte pas de détails sur les détecteurs mis en place.</p> <p>Après vérification sur l'étude de danger, le site comporte bien des effets irréversibles hors site (explosion ou incendie).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra s'assurer que pour les installations pouvant créer des effets irréversibles hors site, les réseaux de détecteurs associés sont en place et disposent d'un report avec transmission de l'alarme en tout temps à l'exploitant, par report en salle de contrôle, au poste de garde ou via une télésurveillance avant le 1er janvier 2026.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Travaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Travaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> -la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ; -l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ; -lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité. <p>Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail, lorsque ce plan est exigé.</p> <p>Cette interdiction est affichée en caractères apparents. Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des travaux réalisés est effectuée par l'exploitant, dans l'objectif de s'assurer de l'absence de risques. Elle fait l'objet d'un enregistrement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté sa procédure de réalisation de permis de feu. Il a également présenté des améliorations en cours (permis de feu avec 3 niveaux de risques et de signatures). Il a également indiqué qu'une formation sur ces nouvelles dispositions était prévue en 2024.</p>

Le site dispose de peu de potentiel incendie ou explosion (principalement lié au contact eau-métal en fusion et à l'utilisation de gaz naturel). Un risque nouveau est identifié sur les copeaux de titanes (auto-combustion): l'exploitant a indiqué avoir mis en place des actions préventives comme la modification de la granulométrie des copeaux afin de limiter ce phénomène. Cependant, les effets concernent de petits stockages, sans effets vers l'extérieur du site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-A

Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques

Prescription contrôlée :

Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences.

L'implantation des lignes et cheminement est réalisée de manière à éviter leur dégradation par les matières entreposées.

Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

Constats :

Une nouvelle organisation a été mise en place en janvier 2024 avec une répartition du suivi des délais de contrôles réglementaires et des suivis des non-conformités entre la maintenance et le département HSE.

Le suivi effectué par la maintenance est intégré dans le système GMAO et les non-conformités sont suivies avec des ordres de travail. La priorisation des actions repose sur le classement fait par le prestataire.

Un suivi des indicateurs est réalisé tous les mois (suivi contrôles et suivi des actions).

Lors de l'inspection, les contrôles électriques des installations laminoirs et IV30 ont été contrôlés. L'installation IV30 comporte peu de non-conformités. Ce n'est pas le cas pour les laminoirs pour lesquels beaucoup d'actions prioritaires sont à réaliser (y compris des actions anciennes, relevées depuis plusieurs années).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra mettre en place les actions correctives de priorité 1 sur l'ensemble du site sur l'année 2024.

Il devra intégrer à son suivi la prise en compte des installations n'ayant pas pu être contrôlées (problème de disponibilité, d'accès, d'arrêt...) et mettre en place les actions correctives adaptées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective: correction des actions prioritaires P1 sur les installations électriques du site.

Proposition de délais : 12 mois